

Déclaration d'échec et énoncé d'un nouveau message Programme pour une nouvelle ère

Signataires imaginaires : les groupes de la société civile.

Nous avons manqué notre coup

À la suite de l'échec de la COP15 à Copenhague en 2009, l'ensemble de la communauté internationale, sous le leadership des Nations unies, a cherché à préparer les pays du monde pour un deuxième effort ciblant les changements climatiques lors de la COP21 de Paris en décembre 2015. L'objectif était de réduire (dramatiquement) nos émissions de gaz à effet de serre (GES) à un niveau et selon une trajectoire permettant de maintenir la hausse de la température de la planète sous les 2 °C, alors qu'un réchauffement de 1,5 °C semble déjà inévitable, et compromet notre avenir.

La COP21 a consacré de nouveau l'échec de ces efforts, mais nous avons choisi durant un certain temps d'espérer, en insistant sur le fait que Paris était un grand succès. La conférence s'est conclue par une entente qui nous permet d'espérer – et ce n'est même pas le bon terme – que la hausse pourra peut-être être maintenue en dessous de la barre des 3 °C. Nous sommes obligés d'abandonner notre propos quant au succès de Paris – nous sommes d'ores et déjà confrontés à la catastrophe annoncée, et cela non seulement pour nos enfants, mais pour nous-mêmes. Cela

267

reflète l'avis de toute la communauté scientifique qui travaille sur ces questions, voire même les responsables des négociations.

Pendant ces mêmes années, nous, les représentants des organismes d'intérêt public, avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour convaincre l'ensemble des décideurs, publics et privés, ainsi que la population, dont nos membres, de la nécessité de nous orienter de manière à nous permettre de participer à cet effort mondial, et ce, de façon constructive et adéquate. Non seulement la COP21 a-t-elle échoué, mais nos efforts ici au Québec et au Canada (sans mentionner les États-Unis...) ont également échoué. Le Québec n'est d'aucune façon en position de prendre les mesures qui s'imposent, et le nouveau gouvernement Trudeau est en train de se rendre à l'évidence: peu importe le déni du gouvernement Harper pendant toute une décennie, le Canada n'est pas à même de prendre les mesures qui s'imposent non plus.

L'explication de ces échecs ne se trouve finalement pas très loin, même si elle implique une compréhension de l'extrême complexité de notre économie et de nos comportements en tant que « consommateurs ». Nous sommes maintenant convaincus que nous devons changer profondément les orientations que nous proposons et le contenu des messages que nous livrons à la population. Nous ne pouvons plus entretenir l'espoir qu'une meilleure gestion des enjeux environnementaux et sociaux nous permettra de confronter les énormes défis qui s'annoncent et d'éviter que les importantes crises déjà vécues n'aboutissent à la catastrophe. Au risque de nous répéter, nous sommes devant cette catastrophe et nous devons désormais agir autrement, c'est-à-dire plus radicalement que par le passé.

Plus profondément, nous devons reconnaître que notre mode de vie dépasse de loin la capacité de la planète à le soutenir, selon les indications fournies par l'empreinte écologique; l'empreinte carbone et l'empreinte matérielle vont dans la même direction. Ce constat n'est pas nouveau, mais il est aujourd'hui

impératif d'en tenir compte, et ce, en remettant en cause les efforts d'atténuation qui ont marqué nos décisions durant des décennies. La préparation en vue de l'action requise se présente de deux façons, toutes deux étant reliées à notre système économique qui constitue finalement la cause profonde des crises qui sévissent.

268

La situation mondiale : le cadre de l'échec et les défis à relever

L'échec de Paris était facilement prévisible, pour plusieurs raisons, tout comme apparaît évidente la nécessité de nous réorienter radicalement lorsque nous regardons la situation dans laquelle se trouve l'humanité. Nous nous sommes trompés en laissant filer le temps avec nos propos lénifiants. Les négociations comprenaient l'ensemble des États, et non seulement les nations riches, comme c'est le cas normalement dans les forums des grandes institutions internationales (OCDE, G7, Davos et même FMI et Banque mondiale). Les pays pauvres savent que l'humanité est dans un état de dépassement, que les avancées importantes dans les pays riches ne les atteignent pas, qu'aucun scénario réaliste ne leur permet d'espérer atteindre nos niveaux de vie. Accepter que les pays riches continuent à saccager la planète sans qu'ils puissent faire de même n'est plus tolérable.

Nous devons reconnaître que c'est le recours à une énergie fossile incroyablement performante qui a permis à une partie de l'humanité – les pays riches – d'atteindre des niveaux de vie impressionnants, des niveaux que le monde n'a jamais connus. L'échec de nos efforts visant à limiter l'emballement du réchauffement climatique, qui surviendra assurément maintenant à moins d'un effondrement de l'économie et d'une transformation rapide et radicale de nos vies, tient au fait que ces niveaux de vie ne peuvent se maintenir sans le recours à l'énergie fossile qui les a rendus possibles dès le départ. Pour nous préparer à ce qui se profile, pour rendre la situation la moins dommageable possible pour l'humanité, nous devons intervenir urgemment pour changer notre système socioéconomique, ce qui inclut entre autres l'élimination de notre dépendance aux énergies fossiles, mais en réalité bien plus que cela. Cela devra se faire, en premier lieu, dans les nations riches dont la consommation d'énergie n'est tout simplement pas soutenable, et ce, même si elle dépendait d'énergies renouvelables au même niveau.

Les interventions qui reconnaissent les menaces qui pèsent sur la civilisation actuelle et qui proposent de nouvelles orientations sont nombreuses, voire même assez connues, mais elles ne sont absolument pas à l'ordre du jour pour ce qui concerne les décideurs et les populations. Par exemple, ce que nous pouvons décrire

269

comme un dérapage en matière de planification doit être associé au rôle qu'a joué l'automobile pendant des décennies, ce qui nous a permis de maintenir l'apparent confort de nos niveaux de vie inacceptables. Nous devons insister, et cela immédiatement, sur la nécessité d'abandonner l'automobile privée et de remettre en cause l'industrie multinationale qui la produit et qui est au cœur de l'activité économique des pays riches de la planète. C'est cela qui doit être au cœur de la «sortie du pétrole» qui s'annonce.

Continuer à planifier – commencer à planifier, devrions-nous dire – l'électrification des transports ne représente pas une approche viable. Même si au Québec nous nous croyons en mesure de concevoir une flotte d'automobiles personnelles entièrement (hydro)-électriques, la majorité des populations du monde dépend du charbon et du gaz pour s'approvisionner en électricité et de toute façon ne peuvent même pas s'imaginer être en mesure de s'équiper de flottes d'automobiles. Les centrales au charbon et au gaz représentent certes une meilleure approche pour assurer le fonctionnement à l'électricité de flottes de véhicules

que le fonctionnement individuel recourant à l'essence mais, à l'échelle de la planète, mettre toutes les populations à notre niveau se traduirait par une utilisation d'énormes et de nouvelles quantités d'énergies fossiles et d'autres ressources qui ne seront pas au rendez-vous.

Les énergies renouvelables auront leur place dans la nouvelle société que nous devons commencer à planifier, mais jamais elles ne permettront de *remplacer* les énergies fossiles, des merveilles en termes de leur capacité de fournir le travail que les énergies renouvelables ne pourront pas fournir avec autant d'efficacité. Depuis des années, le mouvement environnemental a fait la promotion de ces nouvelles énergies comme piste de sortie du pétrole, mais il est clair que, même si elles se développent à une allure importante, celles-ci ne pourront pas *remplacer* les énergies fossiles dans leur ensemble.

Identifier un tel défi, pour ne rester qu'avec ce seul exemple de l'électrification de l'automobile privée, nous permet de mieux nous situer, nous les populations des sociétés riches, face à l'ensemble de l'humanité. Il n'y a probablement qu'environ 20% de l'humanité qui a pu participer depuis la Deuxième Guerre mondiale au dérapage civilisationnel lié aux énergies fossiles et à l'automobile. Aujourd'hui, rien ne nous permet de penser que les milliards de personnes vivant dans les pays pauvres, qui continuent à marcher,

270

à prendre leur vélo ou – à la limite – à circuler sur leur moto ou leur mobyette, pourront un jour imiter les pays riches et accéder ainsi à la vie définie dans nos sociétés par l'automobile et le pétrole. Il n'y a ni les ressources naturelles disponibles sur la planète pour permettre de construire les milliards d'automobiles que cela exigerait, ni l'énergie additionnelle nécessaire pour les faire fonctionner, ni les espaces dans nos villes et mêmes dans nos campagnes pour répondre à leurs exigences en matière de mobilité (infrastructures routières et autres) ou d'immobilité (stationnements).

Les pays riches devront planifier également l'abandon rapide de leur industrie reliée à la production d'énergie fossile comme fondement de leur économie. Cela est proposé déjà depuis des années, mais sans le moindre succès, alors que tous les calculs impliqués dans les négociations de la COP21 rendaient incontournable une telle orientation. Nous ne parlons pas de faire ces interventions d'ici 2050, nous les jugeons nécessaires dans les années qui viennent, avec tout ce que cela implique en termes de bouleversements dans nos vies et dans la vie de nos sociétés.

Les bouleversements associés à la baisse dramatique récente du prix du pétrole représentent possiblement un indice que les projections de *Halte à la croissance*, qui prévoyaient un effondrement de notre production industrielle, sont en passe de se réaliser. Au minimum, ils soulignent des perspectives indiquant une baisse radicale de la demande. Voilà notre défi si nous ne voulons pas continuer à poursuivre dans la voie de l'inconscience face à la situation vécue ailleurs dans le monde. Il met la table pour l'action requise en tenant compte d'un principe qui n'est pas nouveau et qui s'impose aujourd'hui.

Les énormes contraintes que comporte le budget carbone : ce que la science nous dit

En tant que représentants de groupes de mobilisation et de sensibilisation, nos interventions sont fondées, depuis toujours, sur le travail de chercheurs dans les sciences naturelles et sociales et, pour ce qui est des changements climatiques, sur le travail des scientifiques faisant partie du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Dans son cinquième rapport quinquennal publié en 2013-2014, le GIEC a proposé

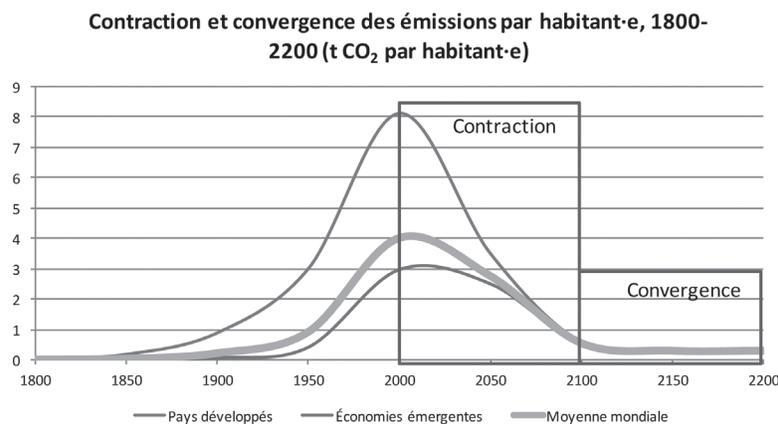
271

quelque chose d'inédit, soit l'identification de *la limite quantifiée* des émissions de carbone que l'humanité peut se permettre de produire si elle veut éviter une sorte de suicide collectif en dépassant les seuils de réchauffement de la planète.

Depuis 2013, des chercheurs québécois travaillent pour établir les implications du calcul du «budget carbone» pour l'humanité, et donc pour l'ensemble des nations. Ils l'ont fait en partant d'un principe qui s'impose et qui remonte au moins aux travaux de la Commission Brundtland. Les inégalités dans le monde ne sont pas nouvelles, mais elles sont peut-être plus criantes que jamais auparavant, du moins si l'on se réfère à l'orgie de développement qui a favorisé les pays riches depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Le principe mis de l'avant pour le budget carbone est celui de l'orientation ciblant **la contraction et la convergence**, contraction dans les excès de consommation (d'énergie, dans le cas qui nous concerne en priorité) des pays riches, convergence dans la nécessaire mise en place de mesures correctrices qui mettraient l'ensemble de l'humanité sur un pied d'égalité en ce qui concerne cette consommation (voir la figure ci-dessous). Et il y a urgence en la

Les implications d'une reconnaissance des inégalités sont dramatiques



Les implications d'une reconnaissance des inégalités sont dramatiques

(Source : Global Commons Institute, *4 Heads of Argument for Economic Analysis – Contraction & Convergence*, 2003, dans Renaud Gignac, avec Bertrand Schepper, « Le budget carbone du Québec », note socioéconomique, IRIS, décembre 2013, p. 4. Voir aussi Renaud Gignac et H. Damon Matthews, « Allocation a 2°C carbon budget to countries », *Environmental Research Letters*, vol. 10, n° 7, 10 juillet 2015.)

272

matière, une urgence que nous avons voulu reporter à plus tard, mais à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés.

Les calculs sont clairs, et les orientations nécessaires sont tout aussi claires. Il faut que les pays riches diminuent radicalement leur consommation d'énergie, surtout fossile, mais finalement, leur consommation d'énergie tout court, ce qui permettrait aux pays pauvres de transformer leur « développement » dans un cadre qui est presque aussi contraignant pour eux. La contraction dans les sociétés riches comme la nôtre doit se faire pour réduire l'impact de l'humanité sur la planète; par ailleurs, les pays pauvres ne seront pas autorisés à imiter les pays riches, mais à restreindre leurs ambitions dans le respect du budget carbone limité qui leur est alloué.

Rejeter dans l'urgence cette orientation ciblant la contraction/convergence serait extrêmement risqué, et ce, dans une période où la globalisation a accompli son œuvre de déstabilisation et où l'information est

devenue accessible à l'échelle planétaire. Œuvrer pour éviter la catastrophe climatique ira de pair avec le travail devant être accompli pour réduire radicalement et rapidement les inégalités mondiales, à moins d'accepter l'inévitabilité des perturbations sociales qui feraient du Printemps arabe un festin. Bref, il vaut mieux prévenir que guérir.

Un programme pour le Québec : les défis et les actions qu'il faut envisager

Évidemment, de par notre mandat visant à sensibiliser la population, nous devons cibler de façon spécifique le Québec dans nos efforts visant à opérer les changements profonds qui s'imposent. Comme point de départ, nous devons reconnaître que nous sommes, comme les autres nations riches, en dépassement majeur de la capacité de soutien de la planète. Si toute l'humanité vivait comme nous, il nous faudrait trois planètes pour fournir les ressources requises. Pour situer cela dans le contexte mondial, l'humanité tout entière dépasse déjà de 50% cette capacité, alors qu'il y a des milliards de personnes vivant dans une pauvreté inacceptable.

Nous sommes dotés au Québec d'un système de fourniture en électricité qui fait l'envie du monde entier, et cela fait de nous la province canadienne ayant le niveau d'émissions de GES par habitant le plus faible. Pourtant, selon l'Institut de recherche et

273

d'informations socioéconomiques (IRIS), notre budget carbone nous oblige à viser une réduction de 40% de ces émissions, *d'ici 2020*, alors que la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec (CEEQ), après avoir fait ses devoirs, arrivait à la conclusion que le maximum de réduction qu'elle estimait possible était de l'ordre de 15 %, et ce, pour 2025. Et aujourd'hui, le gouvernement du Québec propose une réduction d'émissions de GES de l'ordre de 37,5% sous le niveau de 1990 en 2030, et ce, sans propositions correspondantes qui nous permettraient d'atteindre cette cible.

Une empreinte écologique trois fois trop importante, et des émissions également trop importantes, même si la moitié de notre énergie est fournie par l'hydroélectricité – voilà les deux motifs qui doivent nous convaincre de procéder à une contraction radicale de notre consommation, en acceptant par le fait même les impacts que cela aura sur notre mode de vie. De façon générale, l'échec de la COP21 – nous étions plusieurs à y participer – est aisément explicable: l'ensemble des sociétés riches partagent un même mode de vie et ne sont pas prêtes à le sacrifier. Les pays riches sont tout simplement dans une situation où leur activité économique, avec tout ce que cela comporte en termes de consommation de ressources et d'énergie et d'impacts environnementaux importants, ne peut répondre à ces exigences. On ne peut plus continuer ainsi.

Dans son document de consultation, presque sans le vouloir car le document ciblait plutôt une reprise en main au Québec du développement économique traditionnel, notre CEEQ a fourni en 2013 des pistes que nous croyons plutôt bien orientées tout en reflétant l'ampleur du travail qui s'impose (et nous notons que le travail à l'échelle canadienne, beaucoup plus dépendante de l'énergie fossile, est sans comparaison plus exigeant). Une réduction de «seulement» 25% des émissions d'ici 2020 – et nous sommes 4 ans plus tard pour la mise en œuvre – exigerait de :

- convertir à l'électricité environ 100 000 logements encore chauffés au mazout ou au gaz naturel (sur environ 650 000 logements non chauffés à l'électricité);
- convertir à l'électricité environ 31 000 bâtiments – fermes d'élevage, exploitations agricoles, bâtiments institutionnels, lieux de culte, hôpitaux et écoles;

274

- retirer de la route ou convertir à l'électricité environ 2,1 millions d'automobiles ou camions légers (tout près de 50 % du parc);
- réduire de plus des deux tiers les émissions de l'industrie de l'aluminium.
- Nous intervenons aujourd'hui avec une panoplie de mesures qu'il faudra débattre, préciser et mettre en œuvre, *hier de préférence...*

1. Secteur des transports

La composante qui frappe le plus dans ce portrait est évidemment celle portant sur les transports. Pour *commencer* à respecter les objectifs ratés par la COP21, il faudrait retirer de la route environ la moitié de la flotte de véhicules personnels actuellement en circulation. Cela pourrait se concrétiser partiellement par une législation adoptée immédiatement, qui planifierait le «*phasing out*» de cette flotte, sur une période de remplacement qui serait d'environ 15 ans. Nous estimons qu'une telle approche pourrait fournir une base appropriée pour respecter l'engagement du gouvernement relatif à une réduction de 37,5% des GES d'ici 2030, une dimension totalement absente de la politique énergétique de 2016.

En complément à cette intervention, il faudra planifier un système low-tech de services de transports collectifs partout sur le territoire, qui pourrait être dominé par une flotte de taxis électriques (incluant des mini-vans) circulant partout en soutien au réseau de métro, pour ce qui concerne Montréal, et à des réseaux d'autobus consolidés et étendus.

2. Secteurs résidentiel, commercial et institutionnel

Le programme d'incitatifs visant à promouvoir l'installation de systèmes de géothermie pour l'ensemble des édifices chauffés à l'huile de chauffage nous a fourni une certaine expérience. Même si le programme a été abandonné, il a créé une certaine infrastructure industrielle favorisant la reprise des objectifs en ce sens, pendant qu'il en est encore temps. Comme le soulignait fort bien le document de la CEEQ, essayer d'imaginer l'envergure de ce travail est difficile, mais aujourd'hui nous suggérons que nous n'avons plus le choix. Encore une fois, un tel programme – convertir à l'électricité,

275

dans trois ans, 100 000 logements et 31 000 bâtiments autres – représente un objectif presque inatteignable, mais néanmoins insuffisant – pour la réduction des GES.

Nous proposons d'intervenir dans les régions où l'industrie forestière est importante en ciblant le chauffage de bâtiments avec des granules de bois, en complément au programme d'installation de systèmes de géothermie, et ce, dans le but de générer une nouvelle économie locale.

3. Secteur industriel

*Aluminium*⁵ : La grande majorité des émissions associées à ce secteur industriel provient du procédé de transformation. La production d'aluminium implique la réduction de l'alumine (un oxyde d'aluminium) en aluminium pur et la libération de l'oxygène du minerai sous forme de CO₂ l'objectif énoncé par la CEEQ, qui est de réduire des deux tiers les émissions de cette industrie, nécessiterait la mise en d'équipements capables de capturer le CO₂ généré lors du procédé et de le séquestrer, ce qu'au moins une entreprise propose de faire depuis des années. Les alumineries émettent environ 5 millions de tonnes de CO₂ chaque année, dont une proportion importante vient du procédé lui-même. Nous suggérons que les fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) soient utilisés pour financer de telles opérations plutôt que d'être investis dans une quête éperdue de rendement sur les marchés financiers internationaux, par nature instables et risqués.

Pâtes et papiers : La situation est à l'opposé de celle prévalant dans l'industrie de l'aluminium: les émissions de l'industrie proviennent essentiellement de la production de chaleur. Nous pourrions donc utiliser l'électricité pour produire la vapeur qui sèche le papier. Cela s'est déjà fait dans les années 1980 lorsque Hydro-Québec avait d'importants surplus, comme aujourd'hui. La société d'État payait à l'époque les bouilloires électriques, mais les fonds de la CDPQ pourraient être utilisés aujourd'hui pour financer le coût des bouilloires électriques dans cette nouvelle initiative. Le

5. Les émissions venant directement du procédé ne sont pas visées par le système de plafonnement et d'échanges du gouvernement et sont difficilement compressibles à moins d'un effort de captation comme le fait CO2 Solution.

276

potentiel est énorme. En fait, on pourrait éliminer pratiquement 100 % des émissions de GES provenant de la production d'énergie par combustion, ce qui représente au moins 1 million de tonnes de GES aujourd'hui (les émissions de ce secteur étaient estimées à 1,27M de tonnes en 2012). Nous soulignons que de telles interventions de la part des industriels ne seraient pas envisageables si ces industriels souhaitent maintenir leur compétitivité, et cela justifie l'intervention de l'État et de la CDPQ.

L'échec de la COP21 nous met devant une révolution dans nos activités

Il nous faut planifier une sorte de «récession permanente⁶», en reconnaissant – comme fondement de notre déclaration – que notre modèle économique actuel, qui cible la croissance, est lui-même à l'origine des problèmes. Dressons un bref récapitulatif des actions à entreprendre:

- Abandon de l'automobile sur un horizon de 15 ans, ce qui nous permettra d'éliminer ainsi entre 30 et 40 % de nos émissions.
- Lancement d'un programme de géothermie pour tous les systèmes de chauffage qui dépendent actuellement de l'énergie fossile, en complément à la mise en œuvre de programmes de rénovation à l'échelle de la province pour libérer les quantités d'électricité requises pour alimenter d'autres démarches.
- Planification de l'utilisation de nos ressources forestières pour répondre à nos besoins internes plutôt que de perdre de l'argent à vouloir les exporter.
- Changement de cap stratégique pour le secteur de la construction – un contributeur majeur à notre PIB – qui serait orienté presque exclusivement vers l'amélioration et l'entretien des infrastructures et de l'immobilier existant (en mettant l'accent sur l'utilisation du bois).

6. Nous n'inventons pas l'expression. Nous l'empruntons à Tim Morgan dans *Perfect Storm*, qui offre une vue d'ensemble de ce qui nous motive dans cette intervention: *Perfect Storm: Energy, Finance and the End of Growth*, Tullet Prebon, Strategy Insights, Issue Nine, 2013, <<http://ftalphaville.ft.com/files/2013/01/Perfect-Storm-LR.pdf>>.

277

- Élimination de la quasi-totalité des émissions de nos principales industries, et ce, pour éviter que ces infrastructures lourdes, caractéristiques de notre politique industrielle, disparaissent tout simplement dans la nouvelle société.
- Amorçage de la transition (la plus rapide possible) vers une alimentation qui se couperait progressivement des produits venant d'outremer, voire des États-Unis, et réorientation de notre agriculture en fonction de nos besoins internes tout en diminuant la part des récoltes consacrée aux élevages et, par la suite, à notre consommation de viande.

Probablement l'impact le plus important des perturbations qui s'annoncent, que nous agissions ou pas, sera celui qui nous obligera à repenser en profondeur notre relation au travail et au revenu. Les

nouvelles négatives sur le plan du chômage dans l'ensemble des pays riches – ne pensons même pas à la situation dans les pays pauvres – soulignent le fait que le système économique ne parvient pas à fournir les emplois que nous voudrions obtenir, du moins lorsqu'on se réfère à notre modèle actuel. Les perturbations qui s'annoncent changent complètement la perspective: tout ce que nous entendons, tout ce que nous proposons depuis un bon bout de temps en faveur d'une économie sociale et solidaire resurgit soudainement et devient prioritaire. Les réductions massives dans la consommation rendront les attentes en termes de revenus également moindres, et nous allons être obligés de redéfinir ce que nous entendons par travail, et ce, afin de restaurer une situation où le travail serait considéré comme une sorte de corvée sociale et où la récompense monétaire ne serait pas primordiale.

Finalement, rien de tout ceci n'est vraiment nouveau, mais fait partie plus ou moins explicitement et depuis longtemps de nos revendications. Par ailleurs, en dépit du ton parfois moralisateur de notre message, nous tenons à souligner qu'il est dans notre propre intérêt d'agir comme nous le proposons. En effet, il est impératif que nous nous mettions à l'abri des bouleversements qui risquent de frapper l'ensemble des pays riches, pays qui ne disposent pas, pour la plupart, de notre base permanente en énergie hydroélectrique, une énergie indépendante des énergies fossiles. On entend régulièrement parler des bouleversements à venir dans

278

les reportages et les documentaires – et c'est toujours la même ritournelle: sauf que c'est pour d'autres, pour plus tard, pour seulement une partie de la population mondiale.

No way!